



MERCI QUI ?

L'intégralité du personnel de la Maison d'arrêt de Bayonne est désormais certaine d'une chose, l'administration pénitentiaire n'est pas gérée par une **intelligence artificielle**.

Elle n'apprend pas de ses erreurs.

Nous sommes plutôt sur une gestion aléatoire, voire même sur une incompétence certaine.

Ce samedi 1er novembre 2025, alors que tout se déroulait tant bien que mal au sein de l'établissement, malgré une gestion en mode « plus ou moins dégradé » à 6 agents pour plus de 150 détenus (soit plus de 220 % de taux d'occupation...), un détenu se plaint d'une douleur au niveau du ventre.

Après que l'infirmière ai contacté le SAMU, il est décidé d'extraire celui-ci à l'hôpital. **Le protocole veut que, le week-end, les forces de l'ordre prennent en charge les extractions médicales.**

Que nenni !

Alors que l'officier d'astreinte explique au téléphone à M. le Sous-Préfet que nous ne sommes pas en capacité d'assurer cette extraction en toute sécurité, **celui-ci demande à Mme la Capitaine de se taire et de l'écouter !**

Il est vrai que ce type de personne sait parfaitement comment mettre en place une extraction d'un détenu classé escorte 3... ou pas.

Ce fut ensuite au tour de l'astreinte niveau D.I. d'user de sa compétence pour demander l'extraction avec Mme la Capitaine d'astreinte et deux agents non armés, au lieu de 3 agents ESP armés plus 1 gradé et de découvrir la détention.

Décidément, l'administration doit avoir un stock important de médailles à déposer sur des cercueils.

FO Justice MA Bayonne ne sait donc pas qui remercier pour cette mise en danger des agents ayant accompagné le détenu malade et ceux restés à l'intérieur de l'établissement.

FO Justice MA Bayonne exige que le protocole mis en place depuis des années entre nos services et la police soit strictement respecté, afin d'éviter un nouveau drame comme celui que nous avons déjà connu à Incarville.

FO Justice MA Bayonne tient à féliciter l'ensemble du personnel pour son dévouement et son professionnalisme, malgré les très grandes difficultés dues à la surpopulation pénale et au manque accru de personnel.

